Bujumbura se dit "pas surpris" par la suspension de l'aide directe de l'UE

@rib News, 14/03/2016 â€“ Source AFP Le gouvernement du Burundi "n'est pas surpris" par la suspension de l'aide directe de l'Union européenne annoncée lundi, a réagi le ministre burundais des Relations extérieures, joint par téléphone à Bruxelles. "Le gouvernement du Burundi n'a pas été surpris par cette décision. On s'y attendait, mais elle est prise après une série de mesures qui redressaient la situation dans les domaines des droits de l'Homme et sécuritaire", a déclaré Alain-Aimé Nyamitwe (photo).

"Il s'agit de mesures prises dans l'intérêt de la population et pas pour plaire à tel ou tel de nos partenaires", a-t-il précisé. L'UE a annoncé lundi dans un communiqué la "suspension" de l'aide directe au gouvernement du Burundi, mais "a maintenu intégralement son soutien financier à la population et son aide humanitaire". Avec une aide globale de quelque 430 millions d'euros pour la période 2015-2020, l'UE est le premier donateur du Burundi. "Nous estimons en réalité que ce n'est pas une aussi mauvaise nouvelle, tant que la population continue à être servie", a estimé M. Nyamitwe. "Je ne suis pas économiste mais (...) le Burundi a tenu bon jusqu'ici et j'espère qu'il va continuer à tenir", a-t-il insisté, rappelant que la suspension des aides européennes était en réalité effective depuis plusieurs mois. La décision, attendue après l'échec en décembre de consultations entre le Burundi et l'UE réclamées par les Européens à la suite des violences qui secouent ce pays, a été prise lundi par les 28 ministres des Affaires étrangères de l'UE lors de leur réunion mensuelle à Bruxelles. L'UE rejoint ainsi les principaux donateurs bilatéraux occidentaux du Burundi, qui avaient déjà suspendu leur aide, alors que l'économie de ce petit pays est en ruine après plus de 10 mois de crise. Le Burundi a plongé dans une grave crise, marquée de violences, lorsque le président Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat qu'il a obtenu en juillet, en violation - selon l'opposition, la société civile et une partie de son propre camp - de la Constitution et de l'accord d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile de 1993-2006. Ces violences ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 250.000 personnes à quitter le pays.